

21 mai 2020

Côte d'Ivoire : Cambriolage du bureau de l'Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme

Tard dans la nuit du 19 mai 2020, des inconnus sont entrés par effraction dans les bureaux de l'**Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH)** à Abidjan et ont cambriolé les locaux.

L'**OIDH** est une organisation de défense des droits humains dont le but est de protéger, défendre et promouvoir les droits humains, et d'informer les citoyens sur leurs droits. L'**OIDH** enquête et publie des rapports sur les violations des droits humains en Côte d'Ivoire, tout en menant des missions de sensibilisation, des ateliers et des actions de plaidoyer.

Tard dans la nuit du 19 mai 2020, des inconnus se sont introduits dans les bureaux de l'**OIDH** à Abidjan, contournant le système de sécurité. Des documents administratifs et du matériel de travail ont été volés, des câbles Internet, des télévisions et d'autres appareils numériques ont été démantelés.

Les membres de l'organisation ont découvert le cambriolage le matin du 20 mai. Ils ont indiqué que l'ampleur des dégâts suggérait que plusieurs personnes étaient impliquées et qu'elles avaient pris beaucoup de temps, ce qui pourrait indiquer que l'organisation était spécifiquement visée. Le fait que des documents aient été emportés va également dans le même sens. La police nationale a ouvert une enquête criminelle sur cette affaire.

Les membres de l'**OIDH** estiment que cet incident est un acte d'intimidation, en représailles aux travaux récents de l'organisation sur plusieurs questions sensibles, notamment le suivi du procès de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé devant la Cour pénale internationale. L'organisation de défense des droits humains a également critiqué publiquement le retrait par l'État ivoirien, le 29 avril 2020, de la déclaration permettant aux individus et aux ONG de saisir directement la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

Front Line Defenders est sérieusement préoccupée par le cambriolage du bureau de l'**OIDH** car Front Line Defenders pense que l'organisation de défense des droits humains est prise pour cible uniquement en raison de son travail pacifique et légitime de défense des droits humains.

Front Line Defenders exhorte les autorités de Côte d'Ivoire à:

1. Condamner le cambriolage du bureau de l'**OIDH**, car il serait directement motivé par le travail actif, pacifique et légitime de l'organisation en faveur des droits humains;
2. Mener une enquête immédiate, approfondie et impartiale sur le cambriolage du bureau de l'**OIDH**, en vue de publier les résultats et de traduire les responsables en justice conformément aux normes internationales;
3. Garantir en toutes circonstances que tous les défenseurs des droits humains en Côte d'Ivoire puissent mener leurs activités légitimes de défense des droits humains sans crainte de représailles et sans aucune restriction.